

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MARS 1903.

Projet de loi complétant les articles 383 et 386 du Code pénal ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Il semble que la Chambre doive accepter le texte amendé par le Sénat à la quasi-unanimité de ses membres.

En effet, la nécessité de légiférer n'a été sérieusement contestée par personne.

Depuis nombre d'années déjà, l'opinion publique, les administrations communales, le parquet, denonçaient les lacunes du Code pénal, et c'est sur l'unanimité de ces plaintes que le Gouvernement déposa le projet de 1898, qui se bornait, il est vrai, à punir les chants et les cris proférés sur la voie publique ou dans les lieux publics.

La Section centrale de 1899, saisie de ce projet, estima, avec raison, que l'on ne pouvait, sous peine de faire œuvre incomplète, restreindre aux chansons et aux cris seuls la portée du projet. Elle fut d'avis qu'il était nécessaire de réprimer, avec les cris et les chansons, les autres formes de « parlé » non comprises dans les expressions cris et chansons, et elle proposa le texte modifié que M. Woeste a repris.

ARTICLE 1^{er}. — Sera puni des mêmes peines, quiconque aura, dans les réunions ou lieux publics visés au § 2 de l'article 444, outragé les mœurs par des chansons, des cris, des discours, des récits parlés ou des lectures qui blessent la pudeur.

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 65.

(2) La Commission était composée de MM. SCHOLLAERT, *président*, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, VERSTEYLEN, NEUJEAN, HORLAIT, HOVOIS, VERBAEGEN.

Ce texte devait, dans la pensée des auteurs, atteindre toutes les manifestations publiques de la pornographie, il touchait toutes les formes de parlé. Mais pour être punissables, ces formes présenteraient le caractère d'immoralité outrageante au même titre que les faits prévus par le chapitre VII du Code pénal traitant des *outrages publics aux bonnes mœurs*.

Au cours de la discussion, le Gouvernement proposa la suppression des mots *récits parlés*, le mot discours devant comprendre toutes les formes de « parlé », et cette suppression fut approuvée.

Mais si tous les amendements présentés à l'article 1^{er}, acceptant le principe du projet, tendent à compléter le texte de l'article 383 du Code pénal dans le sens de la répression des outrages aux mœurs par paroles, le désaccord naît sur la question de savoir quand l'outrage par paroles devra être considéré comme tombant sous l'application de la loi.

On a fait au projet un double grief :

Les mots *contraires aux mœurs* ne sont pas suffisamment caractéristiques; le mot *discours* peut prêter, par son élasticité, à une application abusive de la loi, et mettre en danger la liberté de pensée, compromettre la liberté de l'art et de la littérature.

Quand on tient compte de l'esprit du projet, du cadre dans lequel l'article modifié doit trouver sa place, quand on relit les déclarations des exposés des motifs, il est permis de s'étonner des craintes énoncées.

Il n'en reste pas moins vrai que les divers amendements dont la Chambre a été saisie répondent à ces préoccupations. Et l'amendement présenté par le Gouvernement et adopté par la Chambre, en introduisant le mot *obscènes* pour le substituer à *contraire aux mœurs*, n'a eu qu'un but, c'est d'écarter toute équivoque.

A part quelques réserves, cet amendement fut reçu avec faveur et rallia la presque unanimité de l'Assemblée, faisant ainsi tomber le premier grief invoqué contre le projet en discussion.

Il s'en alla tout autrement pour le mot *discours*.

L'adjonction de ce mot fut vivement combattue.

Au moment d'arriver à une entente générale et hautement désirable, il paraît inutile de reprendre les arguments que les divers orateurs ont fait valoir pour ou contre cette adjonction.

Qu'il nous suffise de constater que ces mêmes arguments ont été développés au Sénat; que les amendements proposés dans la discussion au Sénat n'ont fait que souligner les idées émises à la Chambre.

Répondant au désir exprimé par la Haute Assemblée, l'honorable Rapporteur a proposé une nouvelle formule, à laquelle la Commission s'est ralliée à l'unanimité et que le Sénat a votée par 68 oui, 1 non et 4 abstentions.

En suite de ce vote, le texte voté par la Chambre revient modifié, et porte :

Sera puni des mêmes peines, quiconque *aura chanté, lu, récité, fait entendre ou proféré des obscénités* dans les réunions ou lieux publics visés dans le paragraphe 2 de l'article 444.

Cette formule tient compte des scrupules exprimées quant aux mots *outrages aux mœurs* et au mot *discours*, tout en maintenant la portée générale du projet.

Elle pouvait donc contenter tout le monde. Aussi la Section centrale convie-t-elle la Chambre à imiter le Sénat et à l'approuver par un vote unanime.

Un membre de la Section centrale, reprenant une objection déjà formulée par un amendement de M. Huysmans ⁽¹⁾, se demande si le lecteur ne devrait pas être assimilé au distributeur et ne pourrait invoquer le § 2 de l'article 18 de la Constitution.

L'article 18 de la Constitution, dont il a été question dans le premier rapport de la Section centrale sur l'article 2 de la proposition de M. Woeste, porte :

Art. 18. — La presse est libre.....

Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi.

L'adoption de l'amendement de M. Huysmans, d'ailleurs rejeté par la Chambre, aurait eu pour première conséquence de rendre absolument indemne de toute poursuite le lecteur d'une œuvre quelconque d'un auteur belge.

Un soi-disant artiste, pitre ou cabotin pourrait lire ou réciter impunément des extraits de n'importe quel ouvrage imprimé d'un auteur connu et domicilié en Belgique. La justice serait désarmée. Autre conséquence : Si l'auteur de l'ouvrage est inconnu ou étranger, le lecteur sera justiciable du jury. (Art. 98 de la Constitution.)

Il nous paraît évident que ni le texte ni l'esprit de la Constitution ne permettent cette assimilation du lecteur avec le distributeur d'un écrit imprimé.

L'article 18 vise exclusivement la presse. Or, le fait de réciter ou de lire est indépendant de la question d'imprimé. Par le mot presse, il faut entendre, dans le sens attaché à ce mot dans la Constitution, tout procédé au moyen duquel on parvient à reproduire indéfiniment des paroles et des pensées à l'aide de tirages successifs.

Le fait de chanter, lire, réciter, faire entendre ou proférer des obscénités ne saurait être qualifié délit de presse, car on ne saurait prétendre que la presse ait servi d'instrument pour commettre un ou plusieurs de ces délits.

Pour qu'il y ait délit de presse, il faut que la presse ait servi d'instrument.

Or si la presse a servi d'instrument pour imprimer le livre qu'on incrimine et qu'on poursuit, il n'en est pas de même pour le fait incriminé de lire ou de réciter des passages de ce même livre.

Le Congrès national répondait à la fois aux vœux du peuple et aux exigences du Gouvernement parlementaire en proclamant la liberté absolue de la presse. Le décret du 16 octobre 1850 fit disparaître les entraves par lesquelles le pouvoir avait jusque-là enchaîné la pensée dans son expression, sa marche et ses développements.

(¹) Lorsque la poursuite sera basée sur la lecture ou le récit d'un écrit imprimé, le prévenu sera assimilé au distributeur et pourra invoquer le § 2 de l'article 18 de la Constitution.

Comment justifier cette immunité pour celui qui s'est rendu coupable des délits prévus par le projet de loi en discussion?

Comme le disait l'honorable Ministre de la Justice : Le propagateur par la parole du contenu d'un écrit licencieux est l'artisan unique d'une infraction déterminée absolument distincte de celle qui consiste dans l'impression d'un ouvrage outrageant pour les mœurs.

Il ne vient nullement s'ajouter à la série déjà énumérée des participants de ce premier délit pour qui a été établie la règle de l'article 18 de la Constitution.

La Chambre a déjà rejeté l'amendement; la Section centrale estime qu'il n'y a pas de raison de revenir sur cette décision.

Elle ose espérer que, les motifs que l'opposition a fait valoir contre le projet n'existant plus, la Chambre adoptera à l'unanimité le texte de l'article 1 amendé par le Sénat.

Le Rapporteur,
VERSFEYLEN.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

NOTE DE MINORITÉ.

L'un de nous a pris dans la discussion du projet de l'honorable M. Woeste une position spéciale.

Sans méconnaître le mal que le projet veut atteindre, il l'a combattu, parce que ce projet ouvre au juge un arbitraire d'autant plus dangereux que la conception du délit nouveau variera singulièrement d'après la conception philosophique que les juges se font du but de l'existence humaine, et que le défaut de matérialité du délit, dans la plupart des cas, agrandira encore, au point de vue de la preuve, le domaine de l'arbitraire des magistrats.

Convaincu de l'inefficacité de la loi pour remédier au mal, il ne voulait pas forger une arme dont, à la faveur de certaines circonstances, il serait facile de s'emparer dans un intérêt confessionnel ou politique, ni surtout créer un précédent législatif qui marquerait une étape dans la voie d'une législation inspirée par la préoccupation de faire régner dans la société un idéal de vertu dominé par des idées religieuses déterminées.

Il n'entend pas reprendre ici la thèse qu'il a esquissée à la Chambre sous sa responsabilité personnelle.

Ses appréhensions, il le reconnaît, n'étaient pas complètement partagées par ses amis, la plupart se contentant de chercher à améliorer le projet.

Il n'a pas changé d'avis, mais nous entendons nous borner à examiner très brièvement si le nouveau texte fait droit aux observations présentées contre le projet sur les bancs de la gauche et même par certains collègues de la droite.

*
* * *

Nous regrettons de constater que le texte nouveau a une compréhension aussi grande que le texte voté par la Chambre.

S'il ne reproduit pas le mot *discours*, il punit quiconque aura *chanté, lu, récité, fait entendre* ou *proféré* des *obscénités*, « *toutes les formes du parlé* », en un mot.

Il nous est impossible de croire que le *discours* obscène, visé par les opposants de la Chambre, ne serait pas atteint par le nouveau texte comme par l'ancien.

Nous sommes même portés à croire que le nouveau texte est plus étendu que le texte sorti des délibérations de la Chambre, puisqu'il n'exige pas comme condition de culpabilité un discours, c'est-à-dire un ensemble de paroles caractérisées, et qu'il frappe nominément la *lecture*, ainsi que le *récit*, impliqués seulement sous le mot *discours* dans le texte de la Chambre

et que le projet du Gouvernement de 1898 refusait de comprendre *dans l'incrimination*.

Le texte proposé atteint évidemment le théâtre, que notre honorable collègue M. de Lantsheere, dans des observations remarquées, voulait soustraire à l'empire du nouvel article 583.

Enfin, le texte ne subordonne pas la culpabilité de la lecture, du récit, du discours, au dol spécial qu'exigeait un amendement présenté au Sénat par nos amis MM. Wiener, Dupont, De Coster et Goblet d'Alviella.

* * *

Le texte nouveau ne règle pas la question de la juridiction à laquelle le délit nouveau serait soumis.

La Chambre se rappellera que MM. Huysmans et Janson lui avaient soumis un amendement ainsi conçu : « Lorsque la poursuite sera basée sur le récit ou la lecture d'un écrit imprimé, le prévenu sera poursuivi devant la Cour d'assises. »

Cet amendement, repoussé par la Chambre, fut repris au Sénat par MM. De Coster, Magis, De Kerchove et autres (séance du 14 janvier 1903, page 59). Il ne fut pas mis aux voix à la suite, je crois, d'une entente établie au sein de la Commission de la Justice (déclaration du Président, p. 148). Le Sénat ne s'est donc pas prononcé sur la question. Mais le rapport de notre honorable collègue M. Versteylen l'examine et la résout négativement, contrairement aux observations que j'ai présentées en Section centrale.

Nous pensons, au contraire, que l'esprit des articles 18 et 98 de la Constitution impose la juridiction de la Cour d'assises chaque fois que la poursuite sera basée sur un écrit imprimé.

La Constitution ne réserve pas la juridiction du jury à l'auteur seul de l'écrit imprimé et publié, c'est-à-dire à celui dont la pensée a créé l'œuvre. Elle l'étend à tout produit de la pensée humaine, par cela seul qu'il a été fixé par l'impression. Le respect de la création intellectuelle ne semble complet à nos constituants que si tous ceux qui participent à la production, fût-ce par un agissement purement matériel, jouissent de la juridiction du jury. Le danger d'étouffer la pensée humaine domine l'œuvre du constituant, à ce point qu'il renverse tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la naissance de l'œuvre, qu'il assure l'impunité aux propagateurs de l'œuvre (éditeurs, imprimeurs et distributeurs) dont l'auteur est connu et domicilié en Belgique, et que, dans tous les cas, il institue juge exclusif du caractère délictueux de l'œuvre, une délégation directe de la société à laquelle l'œuvre est destinée. De cette pensée de notre charte ne résulte-t-il pas nécessairement que tous ceux qui ont procuré à l'œuvre une vie nouvelle en la lisant, en la récitant, en la faisant connaître d'une façon quelconque, doivent bénéficier de la juridiction garantie à l'œuvre même et à tous ses collaborateurs matériels et propagateurs? L'idée que le lecteur, le récitant, le chanteur d'une œuvre imprimée ajoute quelque chose de personnel à l'œuvre, pourrait, dans une certaine mesure, expliquer que l'immunité assurée aux éditeurs, imprimeurs et distributeurs d'une œuvre d'auteur belge connu, ne fut pas assurée aux

lecteurs récitants et chanteurs; mais elle rend plus manifeste la nécessité de leur garantir la juridiction d'opinion publique, instituée pour tous les délits de la pensée, multipliée et fixée par le moyen de la presse.

Le rapport déposé au nom de la majorité de la Section centrale répond plus ou moins à l'amendement de M. Huysmans portant : « Lorsque la poursuite sera basée sur la lecture ou le récit d'un écrit imprimé, le prévenu sera assimilé au distributeur et pourra invoquer le § 2 de l'article 18 de la Constitution; mais il ne répond pas à l'amendement que je viens de rappeler, qui ne porte que sur la juridiction, et qui se rattache non pas seulement à l'article 18, mais aussi à l'article 98 de la Constitution ⁽¹⁾.

Y a-t-il ou n'y a-t-il pas délit de presse dans le nouveau délit chaque fois que l'œuvre est imprimée, voilà la question soumise par l'amendement que nous examinons?

Nous répondons qu'il y a délit de presse, parce que c'est la presse qui a fourni l'élément primaire, le moyen essentiel du délit, et que la lecture ou la récitation ne constituent que des modes spéciaux de propagation de l'œuvre et d'agrandissement de sa publicité. N'est-il pas évident, d'ailleurs, que le créateur d'une œuvre, en la multipliant à l'infini par le moyen de la presse, sollicite indirectement le concours le plus complet possible pour sa propagation? Nous ne comprenons donc pas que l'on puisse soumettre la lecture, le récit, le chant d'une œuvre imprimée à une juridiction autre que celle de l'œuvre elle-même, de l'édition, de l'impression et de la distribution de l'œuvre. Cette juridiction recrutée, au moment même du délit, directement parmi les pères de famille, est certainement la juridiction la mieux qualifiée pour sauvegarder énergiquement la moralité publique.

L'article II du projet, qui permet de porter au double les peines dans le cas où le délit a été commis envers les mineurs, nous confirme de plus en plus dans la pensée que le projet aurait dû se tenir dans les limites d'une protection spéciale et énergique des mineurs contre les entreprises pornographiques. Tout le monde aurait été heureux de prêter son concours à une pareille mesure d'assainissement.

HORLAIT.
NEUJEAN.

(1) La confusion que fait l'honorable M. Versteyleu est évidente quand on se rappelle un premier amendement de l'honorable M. Janson qui portait : « La disposition ci-dessus ne vise pas les chansons imprimées ni la lecture des écrits imprimés, à moins que ceux-ci n'aient été poursuivis et condamnés en vertu de l'article 585 du Code pénal. »

Cet amendement, loin de soustraire à la répression le lecteur d'une œuvre obscène, prévenait en quelque sorte le délit de lecture en conviant le parquet à poursuivre l'œuvre obscène dès qu'elle se produisait par l'impression.

Il évitait cette conséquence absurde du projet : de pauvres diables condamnés pour avoir lu ou récité une pièce immorale restée impunie dans son auteur, et aussi en contradiction essentielle entre un verdict de jury innocentant l'œuvre et une décision de juges correctionnels la déclarant obscène.

Cet amendement aurait été avantageusement combiné avec l'amendement de M. Huysmans créant une prescription courte, spéciale pour les délits de l'espèce.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MAART 1903.

Ontwerp van wet tot aanvulling der artikelen 383 en 386 van het Strafwetboek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

't Schijnt dat de Kamer den tekst moet aannemen, welke door den Senaat met schier eenparige stemmen werd gewijzigd.

Trouwens, niemand betwistte ernstig de noodzakelijkheid van wetsbepalingen.

Reeds sedert jaren, wezen de openbare meening, de gemeentebesturen, het parket op de leemten in het Strafwetboek, en 't is ten gevolge van deze eenparige klachten, dat de Regeering in 1896 een ontwerp overlegde, waarbij wel is waar enkel gezangen en kreten, op den openbaren weg of in openbare plaatsen uitgebracht, werden gestraft.

De Middenafdeeling die in 1899 het ontwerp had te onderzoeken, achtte met reden dat men, ten ware men onvolledig werk wilde verrichten, de strekking van het ontwerp niet mocht beperken enkel tot gezangen en kreten. Zij was van oordeel dat het noodig was benevens kreten en liederen, ook te beteugelen de andere vormen van het « gesprokene » niet begrepen in de uitdrukkingen kreten en liederen, en stelde den gewijzigden tekst voor, welken de heer Woeste overnam.

ARTIKEL 1. — Wordt gestraft met dezelfde straffen, al wie in de openbare vergaderingen of plaatsen bij § 2 van artikel 444 bedoeld, de zeden schendt door liederen, kreten, redevoeringen, gesproken verhalen of lezingen die de eerbaarheid kwetsen.

(1) Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd, n^o 65.

(2) De Commissie bestond uit de heeren SCHOLLAERT, voorzitter, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, VERSTEYLEN, NEUJEAN, HORLAIT, HOYOIS, VERHAEGEN.

Naar de bedoeling der voorstellers, moest deze tekst alle openbare uitingen van pornographie treffen, hij raakte alle vormen van het gesprokene. Doch om strafbaar te zijn, moesten deze vormen het kenmerk dragen van kwetsende onzedelijkheid, ten zelfden titel als de feiten, voorzien door hoofdstuk VII van het Strafwetboek, handelend over *openbare schending der goede zeden*.

Tijdens de beraadslaging, stelde de Regeering voor om de woorden *gesproken verhalen* weg te laten, omdat het woord *redevoeringen* al de vormen van het « gesprokene » moest bevatten, en deze weglating werd goedgekeurd.

Doch zoo al de amendementen, voorgesteld in artikel 1, het beginsel van het ontwerp aannemende, strekken tot aanvulling van den tekst van artikel 385 van het Strafwetboek, in den zin der beteugeling van schennis der zeden door woorden, er ontstaat oneenigheid over de vraag wanneer schennis door woorden dient beschouwd als vallende onder de toepassing der wet.

Eene tweevoudige grief werd tegen het ontwerp aangevoerd :

De woorden *strijdig met de zeden* zijn niet genoeg kenmerkend; het woord *redevoeringen* kan, door zijne rekbaarheid, aanleiding geven tot verkeerde toepassing der wet en de vrijheid van denken, alsmede de vrijheid van kunst en letterkunde in gevaar brengen.

Doordringt men zich van den geest des ontwerps, van de omgeving waarin het gewijzigd artikel plaats moet nemen; herleest men de verklaringen in de toelichtingen, dan mag men verwonderd zijn over de geuite vrees.

Toch blijft het waar, dat de verschillende amendementen, waarover de Kamer handelde, 't gevolg zijn van deze bezorgdheid. En het door de Regeering voorgesteld en door de Kamer aangenomen amendement, dat het woord *ontuchtige* stelt in de plaats van *strijdig met de zeden*, strekte enkel om allen twijfel weg te nemen.

Uitgenomen eenige voorbehoudingen, werd dit amendement gunstig bejegend door schier gansch de vergadering, en daardoor verviel de eerste grief, tegen het ontwerp ingebracht.

Met het woord *redevoeringen* was het gansch anders gesteld.

Het toevoegen van dit woord werd sterk bestreden.

Nu wij op het punt staan eene algemeene en hoogst wenschelijke schikking te treffen, schijnt het nutteloos te herhalen welke bewijsgronden verschillende redenaars voor of tegen deze toevoeging aanbrachten.

Het moge ons volstaan te doen opmerken dat dezelfde bewijsredenen in den Senaat werden uiteengezet; dat de amendementen, in den Senaat overgelegd, de denkbelden, die ter Kamer werden uiteengezet, hebben versterkt.

Om aan 't verlangen der Hooge Vergadering te beantwoorden, stelde de achtbare verslaggever eenen nieuwen tekst voor, waarmede de Commissie eenparig instemde en die door den Senaat werd aangenomen met 68 stemmen tegen 1 en 4 onthoudingen.

Ten gevolge van deze stemming, komt de door de Kamer aangenomen tekst bij deze terug en luidt :

Met dezelfde straffen wordt gestraft al wie, in de openbare vergaderingen of plaatsen bij § 2 van artikel 444 bedoeld, *ontuchtige dingen zingt, leest, voordraagt, doet hooren of uitbrengt*.

Deze tekst houdt rekening met de uitgedrukte bezwaren ten opzichte der woorden *schennis der zeden* en *redevoeringen*, doch handhaaft de algemeene strekking van het ontwerp.

Dus kon hij eenieder bevredigen. Ook verzoekt de Middenafdeeling de Kamer om den Senaat na te volgen en hem eenparig goed te keuren.

Een lid der Middenafdeeling, eene tegenwerping overnemende, die reeds gedaan werd in een amendement van den heer Huysmans ⁽¹⁾, stelt zich de vraag of de lezer niet dient gelijkgesteld met den verspreider en zich niet mag beroepen op § 2, artikel 18 der Grondwet.

Artikel 18 der Grondwet, waarvan spraak is in het eerste verslag der Middenafdeeling over artikel 2 van het voorstel des heeren Woeste, zegt :

ART. 18. — De drukpers is vrij

Is de schrijver gekend en metterwoon in België gevestigd, zoo kan de uitgever, drukker of ronddeeler niet worden vervolgd.

Het aannemen van het amendement des heeren Huysmans — het werd overigens door de Kamer verworpen — hadde als eerste gevolg gehad dat de lezer van om 't even welk werk van eenen Belgischen schrijver, volstrekt vrij van alle vervolging zou blijven.

Een zoogezegd kunstenaar, hansworst of gemeen komediant zou ongeschaft uittreksels uit onverschillig welk gedrukt werk van eenen gekenden en in België gevestigden schrijver mogen lezen. Het gerecht ware ontwaspand. Ander gevolg : Is de schrijver van het werk niet gekend of vreemdeling, zoo is de lezer onderworpen aan den rechtsdwang der jury. (Art. 98 der Grondwet.)

Het schijnt ons duidelijk dat de tekst noch de geest der Grondwet veroorlooft den lezer gelijk te stellen met den verspreider van een gedrukt stuk.

Artikel 18 bedoelt uitsluitend de drukpers. Welnu, het opzeggen of lezen is afgescheiden van het gedrukte. Door het woord drukpers, dient men, in den zin welken dit woord in de Grondwet heeft, te verstaan iedere doenwijze door middel waarvan men woorden en gedachten onbepaald herhaalt met behulp van achtereenvolgende oplagen.

Onkuische dingen zingen, lezen, opzeggen, doen hooren of uitbrengen kan geen drukpersmisdrijf worden geheeten, want er kan niet worden beweerd dat de drukpers diende tot voertuig om een of meerdere van deze wanbedrijven te plegen.

Eerst dan bestaat er drukpersmisdrijf, wanneer de drukpers diende als werktuig daartoe.

Welnu, heeft de drukpers gediend als werktuig om het strafbaar geachte en vervolgte boek te drukken, dit is niet meer het geval met het bestraffelijk geacht feit van gedeelten uit dit zelfde boek te lezen of voor te dragen.

Het Nationaal Congres beantwoordde en de wenschen des volks en de eischen der parlementaire Regeering, toen het volstrekte vrijheid van

(1) Is de vervolging gegrond op het lezen of voordragen van een gedrukt schrift, dan wordt de verdachte gelijkgesteld met den uitdeeler en kan hij lid 2 van artikel 18 der Grondwet invoeren.

drukpers huldigde. Het decreet van 16 October 1830 nam de hindernissen weg, waardoor de macht tot dan toe de uitdrukking der gedachte, haren gang en hare ontwikkeling had vastgekleisterd.

Hoe billijkt men deze onstrafbaarheid voor hem die zich schuldig maakte aan de wanbedrijven, voorzien door het aanhangig wetsontwerp?

Zooals de achtbare Minister van Justitie zegde, is hij die door middel van het woord den inhoud verspreidt van een losbandig geschrift de eenige bewerker van eene bepaalde overtreding, volkomen onderscheiden van die welke bestaat in het drukken van een werk dat de zeden schendt.

Het is geenszins te voegen bij de reeds opgesomde reeks deelnemers aan dit eerste wanbedrijf, voor welke de regel van artikel 18 der Grondwet werd gesteld.

Het amendement werd reeds door de Kamer verworpen; de Middenafdeeling is van oordeel dat er geene reden bestaat om van deze beslissing terug te komen.

Zij durft de hoop koesteren dat, aangezien de redenen, welke de oppositie tegen het ontwerp inbracht, niet meer bestaan, de Kamer eenparig den door den Senaat gewijzigden tekst van artikel 1 zal aannemen.

De Verslaggever,
VERSTEYLEN.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT

MINDERHEIDSNOTA.

Een onzer nam eene bijzondere plaats in, tijdens de beraadslaging over het ontwerp van den achtbaren heer Woeste.

Zonder het kwaad te ontkennen, dat het ontwerp wil treffen, bestreed hij dit laatste, omdat het den rechter eenen des te gevaarlijkeren willekeur laat, daar de opvatting van het nieuw wanbedrijf aanmerkelijk verschillen zal volgens de wijsgeerige opvatting der rechters, betreffende het doel van het menschelijk bestaan, en daar het onstoffelijke van het wanbedrijf, in het meerendeel der gevallen, met het oog op het bewijs, het gebied van den willekeur der magistraten nog uitbreiden zal.

Overtuigd zijnde van het ondoelmatische der wet, om het kwaad te verhelpen, wilde hij geen wapen smeden, waarvan men in sommige omstandigheden gemakkelijk gebruik zou kunnen maken in een confessioneel of politiek belang, noch vooral een wetgevend voorbeeld stellen, dat een stap nader zou zijn op de baan van eene wetgeving, uitgaande van de zorg om in de samenleving een ideaal van deugd te doen heerschen, doch overheerscht door bepaalde godsdienstige begrippen.

't Ligt niet in zijne bedoeling hier de thesis te hernemen, welke hij onder zijne persoonlijke verantwoordelijkheid ter Kamer aanduidde.

Hij bekent dat zijne vrees niet volkomen gedeeld werd door zijne vrienden, die voor 't meerendeel enkel hebben getracht het ontwerp te verbeteren.

Hij bleef bij zijn eerste gevoelen, doch wij verlangen zeer kortbondig te onderzoeken of de nieuwe tekst rekening houdt met de bedenkingen, door de linkerzijde en zelfs door sommige leden der rechterzijde tegen het ontwerp ingebracht.

*
* *

Wij betreuren dat de nieuwe tekst eene zoo ruime opvatting medebrengt als die welke door de Kamer werd aangenomen.

Bevat hij niet meer het woord *redevoeringen*, toch straft hij al wie ontuchtige dingen *zingt, leest, voordraagt, doet hooren of uitbrengt*, met één woord « *al de vormen van het gesprokene* ».

Onmogelijk kunnen wij aannemen dat de ontuchtige *redevoering*, door de bestrijders van het ontwerp ter Kamer bedoeld, niet getroffen zou worden door den nieuwen, evenzeer als door den vroegeren tekst.

Zelfs zijn wij geneigd te denken dat de nieuwe tekst meer uitgebreid is dan die der Kamer, vermits hij niet als vereischte tot strafbaarheid stelt eene redevoering, 't is te zeggen een geheel van kenmerkende woorden, en name-

lijk straft de *lezing*, alsmede de *voordracht*, enkel onder het woord *redevoering* bestraffelijk gemaakt in den tekst der Kamer, en welke het ontwerp der Regeering in 1896 niet wilde begrijpen in de *strafbaarheid*.

Blijkbaar treft de voorgestelde tekst den schouwburg, welken ons achtbaar medelid de heer De Lantsheere wilde onttrekken aan de toepassing van het nieuw artikel 385.

Eindelijk maakt de tekst de bestraffelijkheid van de lezing, de voordracht, de redevoering niet ondergeschikt aan het bijzonder nadeel, vereischt door een amendement, in den Senaat voorgesteld door onze vrienden de heeren Wiener, Dupont, De Coster en Goblet d'Alviella.

* * *

De nieuwe tekst bepaalt niet welke rechtsmacht over het nieuw wanbedrijf uitspraak heeft te doen.

De Kamer zal zich herinneren dat de heeren Huysmans en Janson haar het volgende amendement hadden onderworpen : « Is de vervolging gegrond op de voordracht of de lezing van een gedrukt stuk, zoo wordt de betichte vervolgd voor het Assisenhof. »

Dit amendement, door de Kamer verworpen, werd in den Senaat overgenomen door de heeren De Coster, Magis, de Kerchove en anderen (vergadering van 14 Januari 1905, blz. 59). Er werd niet over gestemd, naar ik meen ten gevolge van eene overeenkomst in de Commissie van Justitie (verklaring van den Voorzitter, blz. 148). Dus deed de Senaat over deze zaak geene uitspraak. Doch ze wordt onderzocht in het verslag van ons achtbaar medelid den heer Versteylen, en hij lost ze ontkennend op, in strijd niet de aanmerkingen, door mij in de Middenafdeeling gemaakt.

Wij denken integendeel dat de geest van artikelen 18 en 98 der Grondwet de rechtsmacht van het Assisenhof vergt, telkenmale de vervolging is gegrond op een gedrukt stuk.

De Grondwet verleent niet enkel de rechtsmacht der jury aan den schrijver van het gedrukt en uitgegeven stuk, dat is aan hem wiens geest het werk verwekte. Zij strekt ze uit tot ieder voortbrengsel van den menschelijken geest, om dezer wille alleen dat het door den druk werd bestemd. Het eerbiedigen van de geestesschepping komt onzen grondwetgevers eerst dan volledig voor, wanneer allen die bijdragen tot het voortbrengsel, al was 't door eene louter stoffelijke handeling, de rechtsmacht der jury genieten. Het gevaar om de menschelijke gedachte te versmachten straalt vooral door in het werk van den grondwetgever, in zooverre dat hij al de hinderpalen omverre werpt, welke het ontstaan van het gewrocht kunnen beletten; dat hij straffeloosheid verzekert aan de verspreiders van het gewrocht (uitgevers, drukkers en uitdeelaars) waarvan de schrijver in België gekend en metterwoon is gevestigd, en dat hij in elk geval als uitsluitenden rechter over den strafbaren aard van het werk aanstelt rechtstreeksche afgevaardigden van de samenleving voor welke het werk is bestemd. Volgt uit deze opvatting van onze Grondwet niet noodzakelijk dat allen die het werk nieuw leven hebben bijgezet door het te lezen, voor te

dragen, op welke wijze ook bekend te maken, het voordeel hoeven te genieten van de rechtsmacht, gewaarborgd aan het werk zelf en aan al zijne stoffelijke medewerkers en verspreiders? Het denkbeeld dat de lezer, voordrager, zanger van een gedrukt werk iets persoonlijks aan het gewrocht bijzet, kan in zekere mate uitleggen waarom de straffeloosheid, verzekerd aan uitgevers, drukkers en uitdeelaars van 't gewrocht eens gekenden Belgischen schrijvers niet werd verzekerd aan de lezers, voordragers en zangers; doch des te meer doet het uitschijnen de noodzakelijkheid om hun de rechtsmacht der openbare meening te waarborgen, welke is ingesteld voor alle vergripen van het denkvermogen, vermenigvuldigd en bestendig door middel der drukpers.

Het verslag, namens de meerderheid der Middenafdeeling overgelegd, antwoordt min of meer op het amendement van den heer Huysmans, luidende: « Is de vervolging gegrond op het lezen of voordragen van een gedrukt schrift, dan wordt de verdachte gelijkgesteld met den uitdeeler en kan hij lid 2 van artikel 18 der Grondwet invoeren ». Doch het antwoordt niet op het daareven door mij herinnerd amendement, dat enkel de rechtsmacht beoogt en niet slechts in verband staat met artikel 18, maar ook met artikel 98 der Grondwet ⁽¹⁾

Bestaat er al of niet drukpersmisdrijf in het nieuw wanbedrijf, telkenmale het werk wordt gedrukt, ziedaar de vraag, opgeworpen door het amendement dat wij hier onderzoeken.

Wij antwoorden dat er drukpersmisdrijf bestaat, omdat het de drukpers was die het oorspronkelijk bestanddeel, het hoofdzakelijk middel tot het wanbedrijf leverde, en dat de lezing of de voordracht enkel bijzondere vormen van verspreiding des gewrochts zijn, en van vermeerdering zijner bekendheid. Is het overigens niet zonneklaar dat de schepper van een werk, doordien hij het in 't oneindige vermenigvuldigt door middel der drukpers, onrechtstreeks de meest mogelijk volledige medewerking vraagt voor zijne verspreiding? Derhalve begrijpen wij niet dat het lezen, voordragen, zingen van een gedrukt stuk kan onderworpen worden aan eene andere rechtsmacht dan diegene voor het gewrocht zelf, voor de uitgevers, drukkers, verspreiders van het werk. Deze rechtsmacht, op 't oogenblik zelf van het

(1) De verwarring die de achtbare heer Versteylen maakt, is blijkbaar, wanneer men zich een eerste amendement van den heer Janson herinnert, dat luidde: « Bovenstaande bepaling is niet van toepassing op gedrukte liederen evenmin als op het lezen van gedruktechriften, tenware deze werden vervolgd en gestraft uit kracht van artikel 585 van het Strafwetboek. »

Verre van den lezer van een ontuchtig gewrocht aan bestraffing te onttrekken, kwam dit amendement als 't ware het wanbedrijf der lezing voor, door het parket te verzoeken het ontuchtig gewrocht te vervolgen, zoodra het door druk ontstond.

Het vermeed dit ongerijmd gevolg van het ontwerp, dat arme drommels veroordeeld worden wegens het lezen of voordragen van een onzedelijk stuk, waarvan de schrijver ongestraft bleef, en ook hoofdzakelijk in strijd met eene uitspraak der jury, die het werk vrijspreekt, en eene beslissing van boetstraffelijke rechters, die het ontuchtig verklaren.

Dit amendement kon voordeelig gepaard worden met het amendement van den heer Huysmans, waarbij eene kortstondige, bijzondere verjaring voor wanbedrijven van dien aard werd ingesteld.

wanbedrijf rechtstreeks geworven onder de huisvaders, is voorzeker de best geschikte rechtsmacht om krachtdadig de openbare zeden te vrijwaren.

Artikel 2 van het ontwerp, dat veroorlooft die straffen te verdubbelen in geval het wanbedrijf werd gepleegd ten aanzien van minderjarigen, bevestigt ons steeds meer in de meening dat het ontwerp diende te blijven binnen de palen eener bijzondere en krachtdadige bescherming van *minderjarigen*, tegen pornographische ondernemingen. Iedereen ware gelukkig geweest bij te dragen in dergelijken maatregel van zedelijke gezondmaking.

HORLAIT.

NEUJEAN.
